L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 11 JANVIER 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 11 JANVIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à l'entrepôt No 74, rue Ste Anne—un lot de meubles et d'effets.

Par E. Roger & Co, dans leurs salles d'encan, aux Nos 43 et 45 de la rue Vieille Levée—grande vente de bottes, souliers et brodequins.

Par Eugène Tourné, au Importers' Bonded Warehouse, —cuirsse à l'eau de vie, sardines, etc

Par D. E. Morphy, 25, rue St. Louis — meubles, sans réserve.

Par le même, au No 47 de la rue des Magasins—mousse noire.

Par S. Gainault, dans le Passage de la Bourse, au face l'Hotel St. Louis—buggy et cheval.

ATTENTION !!

☞ Le shérif procédera aujourd'hui à 10 1/2 heures A. M., à son entrepôt No 74 rue Ste Anne, entre celles Royale et Bourbon, Deuxième District, à l'adjudication d'un lot de meub es et d'effets.

ATTENTION !

Vente à 10 heures ce matin, pour compte de qui il appartiendra, de cafés, chocolate, raisins, aussi, sardines, cerises, câpres, etc., par Eugène Tourné.

Meubles de Maison. Voyez l'abonnce d'encan de M. D. E. Morphy.

Prix de l'abonnement à l'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25

Prix du numéro ..... 5 cents.

AVIS.

L'*Abeille* ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner *à la semaine* avec les porteurs de l'*Abeille*.

SPECTACLES.

Samedi, 11 Janvier 1873.

OPÉRA.—A midi, Matinée de Dern'er soir. Les Deux Sergents; Amour et la Papillonne.

ACADÉMIE.—A midi et le soir, Grand Cirque Robinson.

VARIÉTÉS.—A midi, Matinée; le soir Julius Cæsar.

ST. CHARLES.—A midi et le soir, Les Sonneurs de Cloche.

MUSÉE (Annexe rue).—16 rue St Charles.

Organisation de la Législature.

L'INAUGURATION DU GOUVERNEUR McENERY.

Huit des anciens sénateurs de la Louisiane sont venus, hier, se joindre à la Législature légale, réunie dans la salle des Odd-Fellows, ce qui a permis au Sénat de se constituer définitivement. Les deux Chambres réunies ont procédé au dépouillement des votes donnés le 4 novembre 1872, pour les places de gouverneur et de lieutenant gouverneur, et ont officiellement déclaré le colonel McEnery élu comme gouverneur de la Louisiane et M. D. B Penn élu comme lieutenant gouverneur.

C'est lundi prochain, 13 janvier, que, conformément à la Constitution, le nouveau gouverneur doit entrer en fonctions. Il sera formellement inauguré dans la séance de la législature de ce jour, à midi, et présente en cette qualité à la population qui est invitée à se trouver réunie sur la place Lafayette.

Nous croyons qu'il convient de donner à cette inauguration tout l'éclat possible. C'est la délivrance de la Louisiane qu'il s'agit de célébrer et une illumination générale nous paraît être le meilleur moyen pour la population de manifester sa joie et sa satisfaction.

Les affaires qui sont complètement paralysées depuis quelques jours, reprendront leur essor le jour même où il sera certain que le nouveau gouvernement est établi définitivement. C'est la Opinion qui pres ri généralement.

Nous sommes d'avis que, pour arriver à ce résultat si désirable, notre législature doit agir avec prudence et sagesse. La Louisiane a tout intérêt à ce que l'harmonie soit établie entre son gouvernement et l'Administration fédérale à Washington.

La législature doit donc éviter tout ce qui pourrait la placer dans une attitude d'hostilité envers le parti qui a la majorité au Congrès et envers le pouvoir exécutif. Ce qui nous importe, avant tout, c'est d'obtenir une liberté d'action pleine et entière pour accomplir les réformes intérieures dont nous avons un si urgent besoin. C'est à ce but que nos législateurs doivent tendre et il leur faut pour y arriver éviter de commettre la moindre imprudence et adopter une politique toute de sagesse et de conciliation.

Bonnes Nouvelles de Washington.

Le gouverneur McEnery a reçu, hier matin, la dépêche suivante :

Washington, 10 janvier — Hon. John McEnery : On désire et on compte que vous serez inauguré lundi prochain, jour régulier. Notre cause gagne de la force rapidement et nos amis sont triomphants.

E. B. WHEELOCK
WALKER FARNE,
A. C. JANIN,
P. M. BARER,
DURANT DuPONTE.

BANQUE NATIONALE MUTUELLE.—Nous publions dans nos colonnes le second bilan semi-annuel de la Banque Nationale Mutuelle, dont M. Paul Fourchy est le président. Les opératiqus de cette institution ont été très satisfaisantes comme l'indique le second dividende semi-annuel de 6 1/2 pour cent accordé aux actionnaires et le dividende, semi-annuel aussi, de 1 1/2 0/0 aux déposants. Le chiffre des prêts et escomptes dépasse un million et le montant des dépôts individuels est de $1,746,446, ce qui indique la faveur dont jouit cette institution monétaire. La participation des déposants aux bénéfices a été une inovation heureuse et elle a contribué au rapide succès de la banque fondée par M. Fourchy. M. Albert Baldwin est le vice-président de la Banque Nationale Mutuelle et M. Joseph Mitchell en est le caissier. Les directeurs sont MM. P. Maspero, Jno. D. Cobb, Adolphe Meyer, Albert Baldwin, Jno. T. Hardie, Chas. Laütte, P. Poursuive, Paul Fourchy et Ernest Miltenberger.

— M. B. T. Walshe, propriétaire du charmant magasin situé rue du Canal, No 110, nous a montré le plus bel assortiment de robes de chambre et de paletots *négligé* qui nous ayons jamais vu. Le choix des dessins, l'élégance de la coupe et la solidité de la confection, sont irréprochables. Les dames et les messieurs qui ont des cadeaux à faire à leurs amis, devraient aller examiner ces beaux articles. M. Walshe a aussi des costumes *fantaisie*, pour enfants, sur lesquels nous appelons l'attention de nos lecteurs et de nos lectrices

ASSESSMENT. — Nos 119, 120 et 121. Voyez la colonne des notices spéciales—mort de G. Ed. Sheppard, Mrs Maria Riedinger et P. A. Gluck. Payable au bureau de la MUTUAL AID AND BENEVOLENT LIFE INSURANCE ASSOCIATION OF LOUISIANA, No 19, rue du Camp. Le montant payé depuis l'organisation en août 868, $250,250.

☞ Chapeaux pour enfants, à bon marché, au Robt. E. Lee, coin St Louis et Royale. Succursale : coin Magasins et St-André.

— Les journaux de Dijon racontent un trait de générosité de M. Lyons, fils de l'ambassadeur d'Angleterre à Paris.

L'honorable gentilhomme a remis aux comités alsaciens-lorrains de Dijon et de Belfort une somme totale de 65,000 fr.

Revue des Journaux.

Le *Picayune* pense que la proposition de faire déclarer par le Congrès que la Louisiane n'a pas une forme républicaine de gouvernement serait une solution fausse et mauvaise. Ce que veut notre confrère c'est qu'il soit reconnu que l'intervention du juge Durell et celle des troupes fédérales sont des actes inconstitutionnels et arbitraires. Il repousse toute solution évasive, tout compromis; il faut, dit-il, continuer l'agitation jusqu'à ce que les choses soient remises dans l'état où elles étaient. Du succès dépend la cause du self-government qui n'intéresse pas seulement la Louisiane mais toute l'Union.

Le *Picayune* consacre un article biographique à Napoléon III, dans lequel il cite à côté d'observations justes nous trouvons des critiques trop sévères ou des appréciations, à notre sens, erronées. Par exemple, nous croyons que sans la reculade de l'Angleterre la politique de Napoléon III en Amérique eût eu des résultats d'une grande portée. Son expédition du Mexique mérite d'être jugée à un point de vue autre que celui auquel s'est placé M. Jules Favre qui l'a critiquée non en homme d'Etat mais en avocat de police correctionnelle.

Le *Times* consacre un article de trois colonnes à Napoléon III: sans partager toutes ses appréciations, nous nous plaisons à reconnaître qu'elles sont généralement écrites dans un sincère esprit d'impartialité.

C'est très bien de prêcher une politique commerciale libérale, mais le *Times* va trop loin quand il dit que les autorités municipales n'ont pas le droit d'imposer une taxe au commerce, ni une servitude sur les débarcadères publics. Nous sommes partisans de taxes aussi légères que possible sur toutes choses, mais lorsque la propriété foncière est obérée au-delà de ce qu'elle peut supporter, nous ne trouvons pas juste qu'on veuille lui faire supporter tout le fardeau des impôts. La ville a incontestablement le droit de tirer un revenu de l'usage des propriétés municipales; il est de son intérêt, bien entendu, de faciliter le commerce et la navigation précisément pour augmenter ce revenu, de même qu'il est de son intérêt de dégrever la propriété foncière pour augmenter le chiffre de la population.

Le *Republican* proteste contre l'importation dans le pays des vieux ou nouveaux sujets de discorde qui divisent les partis ou les sectes en Europe. Nous n'avons que faire, dit-il que les Fenians et les Burke viennent raviver aux Etats-Unis les vieilles querelles des Fergus et des O'Brien, et il ne convient pas davantage que les communards viennent agiter notre pays avec leurs manifestes, encore moins qu'ils cherchent la solution de leurs théories socialistes dans l'incendie des villes américaines. Nous sommes d'accord avec le *Republican* ; une fois n'est pas coutume. Nous ferons mieux de ne pas poursuivre l'examen de la page éditorial de ce journal, car cet accord cesserait aussitôt.

Adresse des Six Sénateurs à leurs Constituants.

Voici le texte de l'adresse par laquelle six des anciens sénateurs de la Louisiane expliquent à leurs constituants les raisons qui les ont portés à quitter la réunion du Mechanics' Institute pour s'unir se joindre aux autres sénateurs réunis dans la salle des Odd-Fellows :

Nouvelle Orléans, 10 janvier 1873.

A nos concitoyens du peuple de la Louisiane :

Nous considérons de notre devoir dans la condition anormale présente des affaires, de soumettre à nos constituants et au pays les raisons qui nous font adopter la ligne de conduite que nous avons résolu de suivre. Nous sommes républicains et nous croyons dans une forme républicaine de gouvernement ; nous avons agi avec le parti national républicain, mais nous ne pouvons sanctionner la politique qui a été suivie dans cet Etat par la fraction de notre parti dirigée par la Douane et par le gouvernement de Pinchback, et nous croyons qu'aucune personne ni aucune classe bien pensante, à quelque opinion politique qu'elle appartienne, puisse les soutenir dans les gaspillages et violations de droits du peuple et dans leur politique aventureuse et intolérante.

Nous considérons l'organisation du Sénat et de la Chambre comme révolutionnaire. Des sénateurs notoirement élus ont été déplacés et ceux qui ils avaient battus mis à leur place. Des membres de la Législature rapportés comme élus par les deux bureaux, ont été mis de côté et leurs places remplies par les candidats battus.

Une législation proscriptive a été adoptée à la hâte, des proclamations interdisant le paisible ensemblage des citoyens ont été lancées par un Exécutif qui occupe son poste sans aucune onction de droit, et la volonté populaire a été défiée et outragée au point que nous sentons que nous ne pouvons plus longtemps agir avec un corps, ou appuyer un Exécutif qui, dans des intérêts de parti, entérinerait jusqu'au dernier vestige de la liberté.

La question de savoir qui constitue le bureau légal des retours est subordonnée à la question de savoir quels sont les retours. Les commissaires des retours peuvent admettre ou rejeter des personnes avec ou sans les retours, mais les retours servissent eux-mêmes à décider. Nous nous sommes assurés que Lynch, Hawkins, Long, Street et Herron ont formé une conspiration pour déclarer M. Kellogg et sa liste élus, et qu'ils ont ainsi fait sans avoir les retours officiels de l'élection, et qu'ils admettent que leur action est basée sur des notes et une moralité et des affidavits entièrement étrangers aux formes légales, et quand nous voyons de telles violations de la loi accomplis par ces prétendus officiers de retours, et quand nous voyons que Long, Street est immédiatement nommé à un emploi avec $6000 de salaire par an, qu'on donne à Herron le bureau de conservateurs des hypothèques de la paroisse d'Orléans qu'il avait demandés à McEnery comme compensation en avance pour compter les retours dans son intérêt, la quelle proposition monstrueuse avait été refusée; qu'and nous voyons que Hawkins est immédiatement nommé juge d'une cour avec un salaire de $8000 par an; quand nous voyons qu'un fils mineur de Lynch est immédiatement nommé inspecteur de bestiaux, emploi valant au moins $2,500 par an, il est évident que l'action du bureau a été le résultat d'un marché de corruption, et que ces nominations ont été accordées en retour d'une prostitution officielle.

Le Sénat ayant été illégalement organisé par les usurpations révolutionnaires et violentes de P. B. S. Pinchback, qui n'était pas le président ni même membre du Sénat, et qui a appelé et assermenté comme sénateurs des personnes qui avaient été notoirement battues au mépris des protestations d'une grande majorité des sénateurs ancienne et qui seuls avaient le droit d'organiser le Sénat, et an opposition avec la règle établie deux ans avant pour l'organisation du Sénat sur la motion du dit Pinchback lui-même alors sénateur; et prenant en considération le bien public et les intérêts de nos constituants, nous nous sommes retirés du corps avec lequel nous avions agi jusqu'ici et nous prendrons dorénavant place dans le Sénat légal, nous le croyons, représenté véritablement le peuple de l'Etat.

SAM. M. TODD,
Sixième District Sénatorial.
H. L. SWORDS,
Huitième District Sénatorial.
L. B. JENKS,
Douzième District Sénatorial.
THOS. H. NOLAND,
Quatorzième District Sénatorial.
ROBT. WORRELL,
Seizième District Sénatorial.
O. F. HUNSAKER,
Septième District Sénatorial.

PRIX TRÈS MODÉRÉS.—Toutes les belles marchandises qui font briller les étalages de la rue du Canal ne sont pas destinées à l'usage des dames, bien que ces marchandises à occupent le plus d'espace et tiennent le premier rang ; il y a aussi dans les magasins de la même rue des stocks très riches composés d'articles pour les messieurs et nous citerons, entre autres, le stock de MM. Hébert-Miret & Pinsard, rue du Canal 141, qui offre un choix magnifique de ces marchandises, aux prix les plus modérés. Voyez l'annonce.

☞ Accourez tous au Robt E. Lee. Vous y trouverez des chapeaux pour hommes et jeunes garçons à un bon marché sans précédents.

— Une lettre de Saint-Pétersbourg, publiée dans le *Moniteur prussien*, mentionne un fait assez piquant qui a eu lieu lors du dîner d'officiers russes et prussiens. Ces derniers étaient à Pétersbourg de la fête de Saint-Georges. A un moment donné par le prince d'Oldenbourg au roi de Prusse, un colonel prussien, M. de Bohn, a proposé un second toast en *français* à l'empereur Alexandre.

La mort de Napoléon III.

On trouvera, dans nos dépêches, de nouveaux détails sur la mort de Napoléon III. Notre édition d'hier ayant été épuisée, nous reproduirons dans notre édition de dimanche, notre article biographique sur l'empereur Napoléon.

L'Oncle Sam.

Tel est le titre d'une nouvelle comédie de Victorien Sardou qui n'a pas encore été jouée mais qui fait déjà beaucoup de bruit par suite d'une indiscrétion du *Figaro* qui, dans son numéro du 14 décembre, donne à ses lecteurs, sous la date du 20 janvier 1873, le compte-rendu anticipé de la première représentation. Nous donnerons dans notre édition de demain, dimanche, cette analyse de la nouvelle œuvre de Sardou.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—On donne en matinée aujourd'hui, *La Gêne de Dieu*, ayec Mlle Miller, dans le rôle de Marie.

Ce soir, le programme comprend : *Les Jocrisses de l'Amour*, vaudeville en 3 actes, et *La Papillonne*, comédie en 3 actes, de Sardou.

Demain, grand spectacle, composé de : *Marie-Jeanne*, drame populaire en 6 tableaux, un intermède et *Les Amours de Cléopâtre*, vaudeville en 3 actes.

LE RÉVÉREND PÈRE BURKE.—Ce grand dominicain, que son éloquence a placé au premier rang parmi les prédicateurs du pays, fera une autre lecture, à l'Eglise St-Patrick, jeudi soir prochain, sur " Les Trois Grands Maux du Dix-Neuvième Siècle et leur Remède. " Dimanche soir, le Père Burke prêchera aussi sur " L'Eglise Catholique non le Danger, mais le Salut de la Grande République Américaine, " au même endroit. 5f

AUGMENTEZ VOTRE CAPITAL.—Sur tout dépôt d'or ou d'argent on intérêt en or ou en argent est alloué pour quelque somme que ce soit, à la Banque d'Epargnes, rue du Camp 51. On garde dans des lieux secrets ou on thésaurise beaucoup de petites sommes qui placées à la Banque d'Epargne donneraient aux propriétaires une fortune. Une piastre seulement épargnée par semaine fera en vingt-cinq ans, avec l'intérêt de la Banque d'Epargne, un capital de plus de trois mille piastres.

☞ Bon marché fabuleux! Chapeaux à moitié prix! au Robt E. Lee, coin St Louis et Royale. Succursale : coin Magasins et St André.

Législature de la Louisiane.

SESSION RÉGULIÈRE.

Séance du 10 Janvier 1873.

SÉNAT.

A midi un quart, la séance est ouverte sous la présidence de l'Honorable Hugh J. Campbell.—14 sénateurs présents ne formant pas un quorum, sur motion de M. Voorhies, le Sénat entre en séance secrète.

A une heure et demie, la séance secrète est levée et les sénateurs Hunsaker, Swords, Jenks, Todd, Worrell et Noland, ayant abandonné la Pseudo-Législature du Mechanics' Institute, et s'étant joints à la Législature du peuple, ils complètent le quorum voulu, qui permet au Sénat d'annoncer à la Chambre qu'il est dûment organisé et prêt à conférer avec elle.

Sur l'invitation d'un comité de la Chambre, le Sénat s'ajourne pour permettre aux sénateurs d'assister au compte des votes de l'élection du gouverneur et du lieutenant-gouverneur, le 4 novembre dernier.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

L'appel nominal constate la présence de 79 représentants.

L'orateur ayant annoncé la veille qu'il nommerait des comités permanent, il nomme MM. Strong, McDowell, Little, Shakespeare, Gardner et Cokerham, membres du gouvernement ; nous avons agi avec le parti national républicain, mais nous ne pouvons sanctionner la politique qui a été suivie dans cet Etat par la fraction de notre parti dirigée par la Douane et par le gouvernement de Pinchback, et nous croyons qu'aucune personne ni aucune classe bien pensante, à quelque opinion politique qu'elle appartienne, puisse les soutenir dans les gaspillages et violations de droits du peuple et dans leur politique aventureuse et intolérante.

Nous considérons l'organisation du Sénat et de la Chambre comme révolutionnaire. Des sénateurs notoirement élus ont été déplacés et ceux qui ils avaient battus mis à leur place. Des membres de la Législature rapportés comme élus par les deux bureaux, ont été mis de côté et leurs places remplies par les candidats battus.

Une législation proscriptive a été adoptée à la hâte, des proclamations interdisant le paisible ensemblage des citoyens ont été lancées par un Exécutif qui occupe son poste sans aucune onction de droit, et la volonté populaire a été défiée et outragée au point que nous sentons que nous ne pouvons plus longtemps agir avec un corps, ou appuyer un Exécutif qui, dans des intérêts de parti, entérinerait jusqu'au dernier vestige de la liberté.

La question de savoir qui constitue le bureau légal des retours est subordonnée à la question de savoir quels sont les retours. Les commissaires des retours peuvent admettre ou rejeter des personnes avec ou sans les retours, mais les retours servissent eux-mêmes à décider. Nous nous sommes assurés que Lynch, Hawkins, Long, Street et Herron ont formé une conspiration pour déclarer M. Kellogg et sa liste élus, et qu'ils ont ainsi fait sans avoir les retours officiels de l'élection, et qu'ils admettent que leur action est basée sur des notes et une moralité et des affidavits entièrement étrangers aux formes légales, et quand nous voyons de telles violations de la loi accomplis par ces prétendus officiers de retours, et quand nous voyons que Long, Street est immédiatement nommé à un emploi avec $6000 de salaire par an, qu'on donne à Herron le bureau de conservateurs des hypothèques de la paroisse d'Orléans qu'il avait demandés à McEnery comme compensation en avance pour compter les retours dans son intérêt, la quelle proposition monstrueuse avait été refusée; qu'and nous voyons que Hawkins est immédiatement nommé juge d'une cour avec un salaire de $8000 par an; quand nous voyons qu'un fils mineur de Lynch est immédiatement nommé inspecteur de bestiaux, emploi valant au moins $2,500 par an, il est évident que l'action du bureau a été le résultat d'un marché de corruption, et que ces nominations ont été accordées en retour d'une prostitution officielle.

Le Sénat ayant été illégalement organisé par les usurpations révolutionnaires et violentes de P. B. S. Pinchback, qui n'était pas le président ni même membre du Sénat, et qui a appelé et assermenté comme sénateurs des personnes qui avaient été notoirement battues au mépris des protestations d'une grande majorité des sénateurs ancienne et qui seuls avaient le droit d'organiser le Sénat, et en opposition avec la règle établie deux ans avant pour l'organisation du Sénat sur la motion du dit Pinchback lui-même alors sénateur; et prenant en considération le bien public et les intérêts de nos constituants, nous nous sommes retirés du corps avec lequel nous avions agi jusqu'ici et nous prendrons dorénavant place dans le Sénat légal, nous le croyons, représenté véritablement le peuple de l'Etat.

SAM. M. TODD,
Sixième District Sénatorial.
H. L. SWORDS,
Huitième District Sénatorial.
L. B. JENKS,
Douzième District Sénatorial.
THOS. H. NOLAND,
Quatorzième District Sénatorial.
ROBT. WORRELL,
Seizième District Sénatorial.
O. F. HUNSAKER,
Septième District Sénatorial.

PRIX TRÈS MODÉRÉS.—Toutes les belles marchandises qui font briller les étalages de la rue du Canal ne sont pas destinées à l'usage des dames, bien que ces marchandises à occupent le plus d'espace et tiennent le premier rang ; il y a aussi dans les magasins de la même rue des stocks très riches composés d'articles pour les messieurs et nous citerons, entre autres, le stock de MM. Hébert-Miret & Pinsard, rue du Canal 141, qui offre un choix magnifique de ces marchandises, aux prix les plus modérés. Voyez l'annonce.

☞ Accourez tous au Robt E. Lee. Vous y trouverez des chapeaux pour hommes et jeunes garçons à un bon marché sans précédents.

— Une lettre de Saint-Pétersbourg, publiée dans le *Moniteur prussien*, mentionne un fait assez piquant qui a eu lieu lors du dîner d'officiers russes et prussiens. Ces derniers étaient à Pétersbourg de la fête de Saint-Georges. A un moment donné par le prince d'Oldenbourg au roi de Prusse, un colonel prussien, M. de Bohn, a proposé un second toast en *français* à l'empereur Alexandre.

Pseudo-Légis ature.

Séance du 10 Janvier 1873.

SÉNAT.

Dix-neuf sénateurs répondent à l'appel, ce qui forme juste un quorum.

M. Butler présente un bill relatif aux affaires de levée et à la gérance des levées de l'Etat.

M. Brewster présente un bill pour l'expropriation dans le but d'acquérir des terres pour l'érection de phares, de stations de signaux, d'entrepôts et de stations de revenu, etc., le tout fois et référé.

Sur motion de M. Ingraham, le Sénat entre en séance exécutive, et y reste pendant près de 3 heures.

Quand la séance exécutive a été levée, M. Brewster a présenté une résolution pour la nomination d'un comité spécial de trois, chargé de s'informer de la cause de l'absence d'un certain nombre de sénateurs et de faire un rapport demain (aujourd'hui).

La résolution est adoptée à l'unanimité par 22 sénateurs.

Le Sénat s'ajourne après cela.

CHAMBRE.

Soixante-neuf membres sont présents.

M. Soniat fait un rapport favorable sur le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer central de la Louisiane, avec amendements.

Le bill sera mis en discussion demain (aujourd'hui).

M. Grant présente une résolution portant que tous les membres de la Chambre des Représentants qui ont été élus et déclarés élus par le Bureau des retours, qui ne se présentent pas et ne se présenteront pas pour prêter serment d'ici au 14 janvier, seront regardés comme n'ayant pas été élus, et qu'une élection sera ordonnée pour remplir les vacances.

Référée au comité des élections.

La proposition de M. Gair pour confirmer les membres déclarés élus par le Bureau des retours ou admis par le comité des élections est déposée sur le bureau, adoptée à appel. 54 ont voté pour et 4 contre.

M. Demas donne avis qu'il présentera un bill pour l'abolition de la Compagnie de la loterie de l'Etat.

M. Hubeau présente un bill pour une paroisse de Jefferson sur la rive gauche du fleuve.

M. Blackstone, un bill relatif aux jurés dans l'Etat de la Louisiane.

M. Sartain, un bill accordant aux juges de paix de lever des remandes dans certains cas criminels.

Le bill autorisant à la ville de la Nlle-Orléans de construire des écluses près de Bayou St. Jean, est adopté.

Le bill pour payer à F. J. Herron et J. W. Fairfax la somme de $4,000 pour services rendus comme secrétaire et assistant secrétaire d'Etat, est adopté.

La résolution pour nommer un comité réuni chargé de prendre des mesures nécessaires pour l'inauguration du gouverneur élu, est adoptée également.

M. Rodriguez présente un bill chargeant l'avocat-général d'intenter une action contre F. J. Herron, remplissant tous ensemble les fonctions de secrétaire d'Etat, et contre J. W. Fairfax et A. Woodward, assistants-secrétaires, pour recouvrer une somme d'environ $4000 qui leur a été payée pour leurs services. Ces services étant illégaux, ne leur donnent aucun droit au salaire reçu. Référé au comité judiciaire.

La Chambre alors s'ajourne à samedi.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La situation, depuis hier, s'est encore améliorée, et la Législature du peuple est maintenant complétement organisée.

Vers deux heures, hier après-midi, les sénateurs McMillen, Jenks, Noland, Swords, Todd, Worrell et Hunsaker ont quitté le Mechanics Institute et se sont rendus à la salle des "Odd-Fellows" où ils ont pris leurs siéges dans le Sénat légal.

Ces sénateurs ont publié une adresse à leurs constituants, dans laquelle ils déclarent qu'il leur est impossible de sanctionner les actes du parti de la Douane et du gouvernement de Pinchback, qui sont entachés de fraude et d'illégalité, et qu'à leur avis leur place est au milieu des membres de la Législature élue par le peuple.

Cette nouvelle a produit une profonde sensation dans la ville, et l'assemblée du Mechanics' Institute ne sait plus à quel parti se résoudre.

On dit que Sa Majesté Pinch ier, majesté bien déchue à l'heure qu'il est, en est devenu presque blanc de colère et de peur.

La perspective devient de plus en plus sombre en effet dans l'esprit de la reine Dryades, puisque les quelques blancs qui se trouvaient mêlés à la foule des noirs, abandonnent graduellement ces derniers à leur malheureux sort. S'il faut en croire la rumeur, les pensionnaires de l'ancienne maison d'Etat sont tout à fait à bout de ressources et ne demanderaient pas mieux que de venir chercher un refuge dans la Législature du Peuple.

Ces pauvres diables n'ont plus un sou vaillant et sont sérieusement menacés de famine.

Nous nous attendons à les voir manquer de quorum aujourd'hui, malgré les fraudes monstrueuses qu'ils ont commises pour se procurer des sénateurs et des représentants qui n'ont pas été élus.

Décidément, l'étoile de Kellogg a pali, et si l'honorable sénateur des Etats-Unis a donné, à l'avance, sa démission, afin de pouvoir assumer lundi les fonctions de gouverneur de la Louisiane, il se pourrait bien qu'il se soit trop hâté, et qu'il ait, comme le chien de la fable, lâché sa proie pour l'ombre.

Le juge Durell revient encore une fois, sur le tapis. Nous voulions n'avoir jamais à prononcer son nom.

L'estimable magistrat, dont tout le pays s'est occupé, depuis quelques semaines, est toujours resté fidèle au parti de la Douane, dont il est un des plus zélés champions.

On se souvient peut être, que son Honneur, lors du procès de Kellogg, contre Warmoth, avait déclaré, positivement, qu'il était disposé à entendre les plaintes de quiconque se présenterait dans les mêmes conditions que le sénateur des Etats-Unis ; mais depuis ce temps, il s'est passé bien des choses, et M. Durell, qui ne se pique pas d'avoir une mémoire extraordinaire et qui ne craint nullement de se donner un démenti, a changé complétement d'avis. MM. Lea, Finney et Miller, avocats, ignorant ces circonstances et l'extrême facilité avec laquelle le juge contredit ses propres assertions quand elles peuvent nuire au succès de la cause qu'il a intérêt à défendre, ont été le trouver jeudi, pour lui porter une pétitionqu lieutenant-gouverneur Penn, dans laquelle celui-ci déclare que le bureau de retours radical a frauduleusement soustrait quinze mille votes qui avaient été donnés en sa faveur, pour les additionner au montant des votes déjà reçus par Antoine.

Son Honneur, après avoir réfléchi pendant quelques minutes, a répondu à ces messieurs, qu'il prendrait la chose en considération.

Nous savons ce que cela veut dire.

Nous avons appris de source certaine que le bandit qui a été arrêté mercredi soir, après avoir fait tant de bruit, et qui a déclaré s'appeler Martinez Valigo, n'est autre que le fameux Bertin impliqué il y a quelques mois avec son ami Capleville dans le vol de la maison Rocherean.

Les officiers et les gardiens de la prison de paroisse l'ont parfaitement reconnu hier soir.

C'est audacieux coquin, après un voyage en France, avait été arrêté à New York puis remis en liberté.

Il n'était arrivé à la Nouvelle-Orléans que depuis deux semaines, environ, du, comme on le voit, il n'avait pas perdu son temps.

Bertin est un homme dar geroux, qui ne recule devant aucun obstacle pour accomplir un vol, et il est à désirer que justice soit faite d'un tel misérable.

Sa nature dépravée le rend incapable de tout sentiment de repentir. Acquitté une fois déjà pour un crime passible de la peine de mort, son mauvais penchant l'a entraîné de nouveau dans cette carrière aventureuse qui, tôt ou tard conduit au gibet. Toute clémence à son égard ne serait maintenant qu'à l'enhardir davantage, coupable de récidive, il est indigne de pitié.

Le jury, dans l'affaire de Didio Baptiste et de Francis Martini, accusés de meurtre sur la personne d'Antonio Carafa, le 12 août 1872, s'est présenté hier matin devant le juge Abell, présidant la Cour Criminelle, et a demandé d'autres instructions. Le juge a déclaré qu'il n'en avait pas besoin, et que les charges étaient suffisamment prouvées pour autoriser un verdict de culpabilité. Le jury s'est retiré alors et a reparu un quart d'heure plus tard avec un verdict portant que les prisonniers étaient coupables, mais demandant l'exemption de la peine de mort.

M. Atocha, avocat de la défense, s'est opposé à ce que le verdict fut accepté, parce que le terme du jury qui l'avait rendu était expiré.

Une jeune femme employée comme domestique dans la maison située au coin de la rue Huitième et de la rue Colisée, voulait prendre du charbon hier matin dans un sorte de hangar, a trouvé le corps d'un petit enfant déjà en décomposition.

Elle a fait aussitôt de sa déposition à la station de police de son district.

Des perquisitions ont été faites immédiatement et on a découvert que l'enfant avait été tué selon toute probabilité par la mère, une femme de couleur du nom d'Annetta Woods, et son cadavre caché sous un monceau de charbon.

Des mesures ont été prises pour arrêter la femme.

Un incendie s'est déclaré hier matin, vers neuf heures et demie, dans la cuisine de la maison située au No 99, rue Dryades, occupée par un certain J. Esportuns, qui s'en servait comme d'une salle de bal et qui y tenait un café. Les flammes se sont étendues avec une grande rapidité et la bâtisse a été entièrement détruite. Les pertes sont évaluées à $1800 pour le cuisine et à $3000 pour la maison, qui a été considérablement endommagée. Elles sont partiellement couvertes par une assurance de $6000 à la compagnie Mutuelle d'Amérique.

Pendant un moment, il y a eu beaucoup d'excitation, et la maison en flammes a été entourée par un grand nombre de personnes. La proximité du théâtre Natchez avait donné lieu de croire que les incendiaires voulaient mettre à exécution le plan exposé dans une lettre anonyme adressée à l'ingénieur en chef du département de l'incendie, dont il a été fait mention déjà. Graduellement les craintes de la foule se sont dissipées.

Les catholiques de la ville feront, dimanche, une grande démonstration en l'honneur de l'ouverture du troisième conseil provincial.

La procession se fermera rue du Canal à neuf heures du matin, sous la direction de M. Gustave LeGardeur, le grand marshal, et suivra l'itinéraire suivant pour se rendre à l'archevêché: rue Royale jusqu'à Hôpital, Hôpital à Chartres et du Chartres à l'archevêché.

Un couple, portant le nom de Wilcox, a été conduit hier devant le recorder Houghton, accusé d'avoir saigné d'une bouillante Minnie Shattuck, à propos d'une parole trop vive. Nombre de témoins ont été entendus et le recorder a pris l'affaire en considération.

TEMPÉRATURE.—10 janvier 1873. Thermomètre de C. DURAND, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	40	5
12 M.	56	14
3 P. M.	56	14
6 P. M.	52	12

LA DISSOLUTION.—Le 29 mars 1793, la Convention nationale votait la suivante :

" Seront punis d'un emprisonnement de trois mois, au plus, les colporteurs ou vendeurs d'écrits tendant à la dissolution de la Convention, quand le sarcat déclarera l'auteur de l'écrit..... Quant à ceux qui n'auront pas fait cette déclaration, ils seront punis de deux ans de fer."

Rappelons, seulement pour mémoire, le décret de germinal an IV, lequel punit de mort les pétitionnaires dissolutionnistes.

Autres temps! autres mœurs!

LE MONITEUR SCIENTIFIQUE du 15 octobre dernier annonce qu'un nouvel instrument vient d'être pris par les Médecins, pleines poitrinaires des Cours de Chimie du Museum d'histoire naturelle de Paris, pour une durée de trois ans, à rendre d'utiles services à nombre de personnes.

C'est une Kaz de Tuissie nommée Hydrocrénique ou Modernisme de la Bouche, propriétés consistant à faire disparaître instantanément les odeurs plus ou moins fortes de la transpiration.

Cette donne du ton à la peau, lui conserve sa souplesse, permet de longues marches, empêche le froid aux pieds, est un préservatif des Bogalores.

Prérogatives pour la toilette intime et journalière des Dames, elle rafraîchit, tonifie, raffermit les organes et calme les démangeaisons.

En gros : chez PHILIPPE & CIE, 26, rue d'Argheion, à Paris. — Chez les Parfumeurs. — *Nouvelle Orléans* : Duconge et Montrose.

☞ Dans l'âge d'or de la jeunesse, présentez la beauté de vos dents en usant du SOZODONT, et lorsque vos cheveux grisonneront ou que vos yeux commenceront à perdre de leur éclat, voyez, Oscar, les jeunes filles, montrez encore deux rangées de dents d'un ivoire sans tache.

Mercredi du Mardi Gras, Nouvelle Life Insurance Association of Louisiana, Nouvelle Life Insurance Association of Louisiana, 7 janvier 1873. A la suite d'une assemblée générale tenue à la mort de G. W. SHEPPARD, décédé à la Nlle-Orléans, le 30 juillet 1872 ; de la mort de Mme Maria RIEDINGER, décédée le 3 Septembre 1872, et de P. A. GLUCK, décédé à la Nlle-Orléans, le 1er août 1872, le prix de ce présente, sans autre avis, sauf le droit de la Compagnie, NON DU de la rue du Camp, ce dix février 1873, à l'heure de dix heures midi.

Mardi—10 FP. R. W. TOUSEY, secrétaire.

B. T. WALSHE,

IMPORTATEUR et MARCHAND de VETEMENTS CONFECTIONNÉS pour messieurs, CHEMISES, Robes de chambre, VETEMENTS pour jeunes gens et enfants, et LINGE DE TABLE de toutes grandes. Ouvert tous les jours, dimanche exceptés.

B. T. WALSHE,
No 110, rue du Canal, près de Chartres.

TAPIS ET RIDEAUX.

17 Chartres....A. BROUSSEAU....17 Chartres
IMPORTATEUR ET MARCHAND
En Gros et en Détail
DE TAPIS,
TOILE CIRÉE pour parquet,
NATTES,
STORES,
RIDEAUX Dentelle,
MATÉRIAUX pour Meubles et GARNITURES
etc., etc. 1mar—6f—PP

J. SAGET, Armurier,

198 Rue de Chartres, 198

SAGET.

Société de Mutuo Bienfaisance Italienne

Sont invités à membri della suddetta Società ed assistere DOMENICA 12 corrente, alle ore 11 A. M. alla riunione generale a norma delle Statuto, nella sala della Società all'angolo delle strade St-Louis. Si richiede puntualità, dovendosi procedere alle elezioni degli Ufficiali per l'anno 1873.

1088—3 Il Secretario E. TROIA.

Association des Enfants de Mar